

Recueil de la Théorie des accusations

Opérations de l'ordre judiciaire

Arrêt des parlement de gracie, 2 février 1786 qui condamne le Vol à main armée, pris au comptoir de la Banque, à être punie de mort, par la volonté de l'Assemblée de la Haute Justice, comme confirmation de la blâmes et condamnation des impiétés contre la religion, d'insolence contre le Roi et les généraux, et d'oppression contre la nation expugnée. p. 12

2<sup>e</sup>

Le Régime, arrêt, 11 août 1786, portant diverses dispositions contre le Mémoire justificatif pris au torte homme assigné à la cause, juge de consultation pris au décret de justice, comme certainement non exprimé dans la partie de la partie de l'ordre de justice dans la procédure, des tortes de torte aussi l'asseurement rapporté que l'empêche approuvée étant calomnies et injures aux magistrats, destitutifs de toute confiance dans la législation et attentatoire à l'autorité royale. 31.

Il faut considérer le décret de l'Assemblée de 1786, général et sévère comme un règlement inégalable et sans égal de la législation criminelle de l'époque.

on doit y signaler sa définition de l'opposition publique. 298 et 299.

3<sup>e</sup>

Outre, 17 janvier 1786, contre l'obéissance des fonctionnaires, greve cause d'imposte, opposition de la police.

301.

4<sup>e</sup>

indemnité compensation, 29 septembre 1788, contre les agitations politiques, civiles et littéraires, 301 et ultérieurs.

par d'injuste, commettant à la morale, à la  
justice naturelle, et injurieuse au Roi. — 309.

Contre arrêt, 17 décembre 1788, contre l'imprimeur ayant  
puis titré, Délibération à prendre, que le Roi  
ne était dans toute les municipalités du royaume  
différente, comme tendant à l'anarchie, et au  
renversement de la Constitution de la monarchie  
française. — 319.

6<sup>e</sup>

Contre, 19 février 1789, contre l'histoire secrète  
de la cour de Berlin, ou correspondance d'un  
voyageur français, comme étant une libelle  
dissimulatoire, propre à troubler les bonnes relations  
qui existent entre la France et les autres nations de  
l'Europe. — 320.

Contre, 6 mars 1789, contre lettre de M. C. F.  
de Volney à M. le Comte de S... T, et pour  
un peu d'imprimée, le premier ayant pour but d'attaquer  
la noblesse et la magistrature de ce royaume, le tiers état  
et la résistance contre la violence. — 321.

8<sup>e</sup>

Contre, 18 mars 1789, contre la passion, la  
mort et la résurrection du prophète; peu cause  
d'injuste, et de provocation au meurtre contre la populace. — 321.

9<sup>e</sup>

Contre, 18 avril 1789, contre Mémoire au Roi,  
des députés de l'ordre des avocats au parlement

de Bretagne à la fin des émeutes arrivées les 26 et 27  
janvier, à Brest, comme calomnie et diffamation  
contre le gendarme de Léguer.

369.

Off. Le député de la Haute-Savoie, M. Paganin,  
avait été chargé à Paris faire les communications de la Dordogne.

10<sup>e</sup>

Sentencieuse rendue par les officiers municipaux  
de Clermont-Ferrand, dès 9 juillet 1790, qui condamne un  
imprimeur ayant pour titre : "Tableau de la conduite de  
l'Assemblée" intitulée "National", adressé à elle-même,  
par un vrai citoyen, à être lué et brûlé par l'exécution  
de la haute justice, comme fidèles, incendiaires,  
calomniens et attentatoires à l'autorité de la nation  
et au respect dû à l'Assemblée nationale et à ses décrets;  
et, en outre, décreté le 1<sup>er</sup> Décembre, imprimer, d'ajourne et  
parouer. = Coulon, président. — 389.

11<sup>e</sup>

Mémoire au ministre de la guerre pour l'arrondissement  
de Girard, sur une demande en liquidation et paiement  
de 360 cordes de bois que ils ont fournis aux hôpitaux  
militaires de Besançon. — 392.

12<sup>e</sup>

Précis pour Verspuy et Laboulle, intitulé  
(Giraud et sa femme, faire, appeler,  
en présence du poursuivant et du créancier). — 408.

d'adjudication d'une maison, faite sur expropriation  
forcée, contre le maire Giraud, sous l'empire de la loi  
de Brumaire an II<sup>e</sup>, ou-elle telle : 1<sup>o</sup> à défaut d'indication

et de l'étendue <sup>de la surface</sup> ~~superficie~~ de la maison à quelque  
l'abrogation n'a été demandée que à l'ancienne pour  
savoir ce qu'il en résulte ? 3<sup>e</sup> question cette abrogation n'a  
pas été entièrement établie et rendue au propriétaire ?  
4<sup>e</sup> question l'adjudication aurait été faite le jour  
où il y a été pris ?

13<sup>e</sup> plaidoyer prononcé à la Cour des Comptes  
le 29 mars 1789 par le sieur Bergier, membre  
dans la cause célèbre du sieur Fourmanier le 17.

Le sieur Fourmanier a été condamné à verser au sieur Bergier  
la somme de 15 milles. Il a été déclaré  
que ce décret est dans l'ordre de la justice et de la sécurité  
publique et que ce décret sera exécuté immédiatement.

Le sieur Fourmanier a été condamné à verser au sieur Bergier  
la somme de 15 milles. Il a été déclaré  
que ce décret est dans l'ordre de la justice et de la sécurité  
publique et que ce décret sera exécuté immédiatement.

Le sieur Fourmanier a été condamné à verser au sieur Bergier  
la somme de 15 milles. Il a été déclaré  
que ce décret est dans l'ordre de la justice et de la sécurité  
publique et que ce décret sera exécuté immédiatement.

Le sieur Fourmanier a été condamné à verser au sieur Bergier  
la somme de 15 milles. Il a été déclaré  
que ce décret est dans l'ordre de la justice et de la sécurité  
publique et que ce décret sera exécuté immédiatement.